

Antisémitisme en France : causes et réponses



En cette année de 2019, on commémorera les 80 ans du début de la Seconde Guerre mondiale, conflit pendant lequel environ 5 millions de juifs ont été assassinés. On a cependant pu remarquer en ce début d'année une recrudescence d'actes antisémites en France : portraits en hommage à Simone Veil couverts de croix gammées, tombes d'un cimetière juif en Alsace profanées, sciage de l'arbre planté en honneur d'Ilan Halimi (jeune juif tué en 2006) ou le philosophe Alain Finkielkraut insulté publiquement par des gilets jaunes. De plus, Christophe Castaner (Ministre de l'Intérieur) a récemment annoncé qu'il y a eu une augmentation de 74% d'actes antisémites en France l'an dernier. Ces événements alarmants sont un rappel pour tout le monde que l'antisémitisme n'a pas été éradiqué et revient en force au XXI^e siècle.

« Des jeunes gens antisémites, ça existe, cela? Il y a donc des cerveaux neufs, des âmes neuves, que cet imbécile de poison a déjà déséquilibrés ? Quelle tristesse, quelle inquiétude, pour le vingtième siècle qui va s'ouvrir ! » Emile Zola a bien raison de s'inquiéter au vu des événements de ce XX^e siècle. Et, en effet, quelle tristesse, quelle inquiétude pour le XXI^e siècle qui s'ouvre sous nos yeux! Cependant, on pourra peut-être relativiser à travers une interview et trois tribunes qui présentent les causes et remèdes possibles de cet antisémitisme croissant.

Alain Chouraqui est directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et responsable scientifique de la chaire UNESCO « Éducation à la citoyenneté, sciences de l'homme et convergence des mémoires ». Il a également fondé le site-mémorial du camp des Milles (lieu de déportation pendant la Seconde Guerre mondiale.)

Il accorde une interview au *Monde* publiée le 19 février 2019. Selon lui, les actes et paroles antisémites des manifestations de gilets jaunes révèlent un état social déstabilisé. « *Le chemin entre crises et antisémitisme a été creusé dans l'inconscient collectif* » Quand un mouvement attribue la responsabilité des crises aux élites, les juifs, souvent considérés comme une élite intellectuelle et financière, sont rapidement visés. De plus, les infiltrations extrémistes chez les gilets jaunes amplifient ce sentiment de haine. Ceci s'est manifesté dans l'Histoire européenne à maintes reprises : un exemple en est l'Allemagne des années trente, déstabilisée par la crise économique de 1929, qui a vu une augmentation de la judéophobie, ce qui a profité à Adolf Hitler.

Notre société est dans un développement instable sur la durée depuis le début du siècle : les nouvelles technologies consistent en des moyens d'interaction hyperrapides, accélération des

entreprises, des cultures, et de la communication d'idées dont la mondialisation n'en est que la face émergée de l'iceberg. Cette voie complexe, abrupte et incompréhensible pour certains, produit un sentiment d'inquiétude, exprimé partiellement à travers les gilets jaunes. Pour contrer cette nouvelle complexité, certains « *cherchent du simple, voire du simpliste, et du stable.* » Cela produit un engouement pour l'autoritarisme nationaliste (montée au pouvoir à travers le monde entier de Trump, Bolsonaro, Erdogan, Orban et Cie) ou pour les théories de complot dont la simplicité et la démagogie rassurent les individus. Par le passé, ceci s'exprimait par crises ponctuelles, mais de nos jours, l'instabilité est permanente depuis plusieurs années. Pour contrer cette tentation, il faut apprendre la « *difficile liberté* » en établissant une autonomie de pensée avec ses propres repères, un esprit critique, et ne pas retomber dans la simplicité de la discrimination.

Alain Chouraqui craint pour la démocratie ; selon ses travaux, ce qui conduit une société ordinaire à un génocide procède par trois étapes. La transition de démocratie à régime autoritaire (étape 2) est caractérisée par : « *Perte de repères* » « *institutions attaquées et ébranlés* » « *rejet des élites* » « *crises hors de contrôle* » « *désordres, agressions.* » Les similitudes avec notre époque sont marquantes et sont un signe pour l'historien d'un danger imminent pour la démocratie. Ce qui pourrait mener à un basculement institutionnel, avec un durcissement continu des lois et un privilège autour de thèmes identitaires ou sécuritaires. Un climat inflammable qui peut mener vers un régime autoritaire si on n'y résiste pas, caractérisé par l'antisémitisme. Chouraqui considère cependant que le grand débat national pourrait être un moyen d'apaiser ces flammes naissantes.

Sur la proposition de sanctionner l'antisionisme comme antisémitisme, Chouraqui pense qu'il est clair que la politique israélienne doit pouvoir être critiquée librement. Cependant, il remarque également que l'antisionisme a souvent été un masque pour l'antisémitisme ; c'est donc tout simplement au juge de sanctionner à travers son jugement ce qu'il considère de l'antisionisme antisémite.

Jacques Semelin, historien et politologue français, est enseignant à Sciences Po et directeur de recherche émérite au CNRS, expert de la résistance au sein des dictatures et de l'analyse de massacres et génocides. A travers cette tribune publiée par *Le Monde* le 22 février 2019, il cherche un remède à cet antisémitisme à travers des valeurs républicaines.

Semelin voit des indications qui peuvent indiquer un « *possible montée des violences extrêmes* » : une crise économique accompagnée par une crise politique et institutionnelle qui devient une base pour un rejet d'un « autre » considéré comme malvenu et « de trop ».

Malgré ces sombres présages qui vont de pair avec ceux de Chouraqui, Semelin a une vision plus positive de l'avenir. Il a confiance en le peuple français qui, selon Semelin, a la capacité à résister contre l'antisémitisme, comme l'atteste la « *mobilisation républicaine* » contre l'antisémitisme du 19 février ; la capacité à « *donner le meilleur de soi-même* ». Il le montre à travers l'Histoire de la France, un moyen (selon Simone Veil) de lutter contre l'antisémitisme - pour nous rappeler des actions de Français qui ont risqué leur vie durant le régime de Vichy pour sauver des juifs français. Grâce à cela, près de 90% des Français israélites (juifs français) ont survécu à la Shoah (selon Serge Klarsfeld). Il est donc très important de se rappeler ce socle républicain qui a protégé des juifs et qui nous revient aujourd'hui sous la forme de la mobilisation du 19 février. De plus, l'antisémitisme ne pourra pas faire face à ce susdit socle

républicain qui est accompagné, contrairement à l'époque de Vichy, d'un gouvernement, des institutions et d'un président « *engagés à défendre la place des juifs dans la nation.* »

Semelin considère donc qu'il ne faut pas avoir peur du pire et avoir confiance en la nation française, mais toujours être vigilant face à cette montée d'antisémitisme et être très intolérant face à ces actes.

Benoit Falaise est historien spécialiste de l'enseignement de l'Histoire et chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po. Il insiste dans une tribune publiée par *Le Monde* le 25 février 2019 sur l'importance de l'école nécessaire pour la création de ce socle républicain décrit par Semelin.

L'école est le lieu pour transmettre les valeurs humanistes, la culture, et donc le lieu pour prévenir l'antisémitisme. Ceci est cependant plutôt récent en France : la Seconde Guerre mondiale est ajoutée au programme en 1960 sans mentionner la Shoah, et il faudra attendre le début des années 1990 pour que l'Education Nationale se décide à ajouter le génocide des juifs aux manuels. Cela fait tout de même plus de 25 ans que les élèves sont exposés à toutes sortes de moyens pour sensibiliser à ce sujet : voyages, témoignages de classe par d'anciens déportés, livres de jeunesse, mais aussi les formations externes des professeurs en la matière. Cependant, pourquoi ce sentiment actuel de haine pour les juifs ? L'éducation aurait-elle donc échoué ? L'antisémitisme est-il incurable ?

Il faut tout d'abord accepter que l'antisémitisme ne provient pas seulement d'élèves de zones surnommées « territoires perdus », mais de « *toutes les couches sociales et de tous les milieux.* » Il faut également admettre que l'école obtient de bons résultats. Mais ce n'est pas suffisant.

Il a été remarqué que des jeunes adultes qui en ont fini avec l'école n'arrivent pas à tenir tête aux arguments négationnistes et sont facilement convaincus. Pourquoi ?

L'école n'est souvent plus considérée comme légitime par les élèves (similairement à toutes les institutions) sa parole n'étant pas plus respectée qu'un site Internet. Il faut se rappeler que dans les programmes scolaires, les juifs sont souvent présentés sous l'angle de victimes : Dreyfus puis la Shoah. Cela peut entraîner une certaine lassitude envers ces sempiternelles plaintes de victimes ou aussi susciter uniquement la haine du juif. La victimisation, que l'on a prise comme l'antidote contre l'antisémitisme, est une fausse piste. Selon Falaise, il faut évidemment expliquer la Shoah, mais aussi placer les juifs comme des acteurs dans l'Histoire et pas que des victimes ; aussi faire ressortir les liens d'amitié et d'entraide entre juifs et arabes.

En plus du programme, la pédagogie devrait être capitale. Les outils donnés par l'éducation civique et morale devraient être utilisés pour une réflexion construite et critique des élèves ; bien que les connaissances historiques soient indispensables pour une compréhension de la question, il ne faut pas isoler le sujet comme une « exposition de la victimisation des juifs » - ce qui peut entraîner du complotisme ou de la concurrence mémorielle - mais « *l'universalité de ce qui se joue dans l'expérience concentrationnaire nazie, des premières mesures de stigmatisation jusqu'aux modes et camps d'extermination.* »

Il faut pour un professeur montrer que les mots peuvent tuer ; pas seulement les insultes, mais aussi les mots d'usages courants (juif, sioniste, Israël etc.) mal compris. Donner une définition claire et compréhensible aux mots est nécessaire pour éviter des confusions fatales. Répondre aux questions compliquées comme « Qu'est-ce qu'un juif ? » sans problème pour instaurer une confiance entre le professeur aux connaissances représentant « l'institution » face à l'élève. Bien sûr, il faudra une formation adéquate des professeurs afin de répondre à ces attentes.

On pourrait s'interroger : est-ce que l'école est vraiment en tort pour ce sujet ? N'est-ce pas plutôt la société qui va mal, comme l'a décrit Chouraqui ? En effet, la société autorise, selon Falaize, « *les passages à l'acte et les propos décomplexés.* » L'anonymat que confèrent les réseaux sociaux permet ainsi une couverture pour des propos antisémites. Pour Falaize, l'école doit montrer la voie : montrer à l'élève le pouvoir des mots, ce que signifie être discriminé, rejeté, humilié...

Le savoir est ce qui va révéler la stupidité des stéréotypes et préjugés. L'enseignement civique et moral montrera comment fonctionne la discrimination, et pourra « *éveiller la flamme fraternelle de chacun* » ainsi que les valeurs de respect, dignité et solidarité indispensable à la société. L'éducation est la pierre angulaire pour vaincre ce fléau.

Pierre-André Taguieff est un politologue, historien et directeur de recherche au CNRS. Ses ouvrages traitent du racisme, de l'antisémitisme et des idéologies d'extrême droite. Il expose à travers une quatrième et dernière tribune publiée par *Le Monde* le 5 mars 2019 l'idée que tous ceux qui se disent "antisionistes" ne sont pas antisémites, mais que beaucoup le sont.

Il faut tout d'abord définir (comme le dit Falaize) le mot « antisionisme », terme plein d'ambiguïtés, de malentendus et de « manipulation rhétorique. » Pour pouvoir débattre ou comprendre quelque chose, il faut d'abord être sûr du sens des mots-clés du sujet. Chose compliquée pour un mot aux sens multiples qui a changé à travers le temps ou le contexte... Pour simplifier cet épineux jeu sur le sens des mots, Taguieff les catégorise en quatre catégories.

Antisioniste, c'était tout d'abord un rejet ou une opposition au projet sioniste qui visait à créer l'Etat d'Israël, ce qui date de la fin du XIXe siècle. Une fois cet Etat créé officiellement en 1948, antisioniste change de sens et signifie une critique de certaines politiques israélienne ou même de la légitimité de l'existence d'un tel Etat ("les terres étaient palestiniennes" etc.) Du moment que la critique n'est pas abusive du respect et ne fait pas « intervenir d'autres critères » comme des stéréotypes ou des préjugés, il n'y a rien d'antisémite à cela. Ceci est donc parfaitement légitime car ce sont des critiques objectives d'ordre politique assumées.

Puis il y a une dénonciation d'un prétendu « sionisme mondial » défini comme une théorie du complot qui placerait les juifs comme ceux qui contrôlent le monde dans les coulisses (l'ancien « complot juif international » s'est transformé en « complot sioniste mondial »). Être « contre » le sionisme mondial sous-entend donc que l'on croit en ces théories dangereuses. On peut y observer une diabolisation du sioniste qui peut nous rappeler la propagande nazie et un recyclage des stéréotypes de l'idéologie nazie comme « le juif international » ou « les sages de Sion ». Cet « antisionisme » spécifique n'a rien à avoir avec la critique objective de la politique d'Israël expliquée précédemment avec « l'antisionisme revendiqué ». Ici, on observe une haine des juifs en tant que boucs émissaires, ce qui est particulièrement dangereux et considéré par Taguieff comme de l'antisémitisme.

Finalement, antisioniste peut aussi signifier « *le projet et la volonté de détruire l'Etat d'Israël et de le remplacer par un Etat palestinien.* » Bien que ceci puisse paraître justifié à cause de l'injustice que subissent les Palestiniens, qui se sont faits chasser de leur terre, cette sorte d'antisionisme est bien plus violent et vise à détruire l'Etat d'Israël et à faire un « *israëlicide* » à travers un djihad, comme l'a dit le fondateur des Frères Musulmans Hassan Al-

Banna « *Israël s'élèvera et restera en place jusqu'à ce que l'islam l'élimine, comme il a éliminé ses prédécesseurs* » (Charte du Hamas 1988.) La possibilité d'une solution politique à ce conflit semble compliquée, car ce ne sont pas que les actions d'Israël qui enragent les djihadistes, mais le fait que être juif va à l'encontre des musulmans (article 28 de la charte du Hamas.) Hamas et les autres groupes du djihad sont donc bien évidemment antisionistes antisémites.

Ayant défini d'une manière brève les différents courants de l'antisionisme, Taguieff montre cinq traits qui caractérisent le style et le contenu d'un discours antisioniste radical antisémite.

- 1- La critique hyperbolique et systématique d'Israël en général sans approfondir sur telle ou telle politique.
- 2- La demande de « *doubles standards* » à l'encontre d'Israël, en exigeant un comportement que l'on ne demande à aucun autre Etat.
- 3- La diabolisation d'Israël, montré comme une personnification du Mal sur la base du racisme-nazisme-apartheid, la criminalité à cause des assassinats des enfants palestiniens et le complot mondial sioniste.
- 4- La délégitimation d'Israël en refusant le droit à un Etat souverain juif par l'isolation à travers des boycotts généralisés (Par exemple le Boycott Désinvestissement Sanctions)
- 5- Finalement un appel à un « *israélocide* » ou un appel à l'anéantissement total du pays à travers la puissance nucléaire iranienne.

En résumé, « *L'Etat d'Israël est critiqué et condamné non pas pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il est : c'est la définition même du racisme.* » On peut aussi retrouver derrière certaines critiques de Netanyahu (ou Sharon par le passé) un antisionisme antisémite dissimulé mais avec la présence de certaines des cinq caractéristiques citées précédemment.

Ces quatre points de vue présentent donc différents aspects de la crise de l'antisémitisme actuel, et se complètent. L'antisémitisme peut être une menace pour la démocratie car annonciatrice de crises politiques et sociales (Chourraqui). Il faut cependant garder confiance en nos valeurs historiquement républicaines d'entraide (Semelin). L'éducation est le meilleur remède face à cette inflation de haine, à travers un changement de certains éléments des programmes scolaires d'Histoire et une utilisation de l'éducation civique et morale (Falaize). En effet, le pouvoir des mots est grand, une compréhension adéquate du terme « antisioniste » est primordiale pour empêcher malentendus ou manipulations (Taguieff).

Evidemment, je pense que cet antisémitisme est un poison pour notre société, la haine n'entraînant que la haine, la discorde n'étant jamais productive. L'éducation semble être une piste non-négligeable, mais le pouvoir des réseaux sociaux a changé la donne. L'anonymat sur Internet devrait être prohibé : car c'est sous la couverture de l'anonymat que la haine se répand d'une manière tentaculaire sur les réseaux sociaux. La liberté d'expression doit être respectée, du moment que l'utilisateur assume ses mots. Cet objectif est ardu considérant la puissance de GAFA et du caractère international d'Internet. A un niveau plus réaliste, il faut que chaque personne puisse participer à la construction d'un socle républicain solide à travers des votes informés (les élections européennes approchent, et la menace d'un populisme antisémite laisse planer son ombre sur les prochaines présidentielles, surtout après les gilets jaunes qui ont amené une radicalisation et un endoctrinement chez beaucoup gens moins/mal informés), et une sensibilisation responsable de gens qui semblent ne pas comprendre la gravité de la situation. Et montrer une intransigeance absolue face à l'antisémitisme : car, comme l'a si bien dit Guy Bedos, « *Le racisme [comme l'antisémitisme] n'est pas une opinion, mais un délit.* »

Gabriel BARNAGAUD (1L1), 22 mars 2019